

indigène, mais de l'impérialisme étranger. Cependant, ceci n'écarte pas, mais renforce au contraire le besoin de liens directs, journaliers et pratiques entre les magnats du capitalisme et les gouvernements qui, en fait, dépendent d'eux, — les gouvernements coloniaux ou semi-coloniaux.

Puisque le capitalisme impérialiste crée dans les pays coloniaux et semi-coloniaux une couche d'aristocratie et de bureaucratie travailliste, celle-ci sollicite le soutien des gouvernements coloniaux et semi-coloniaux, comme protecteurs, tuteurs et parfois comme arbitres. Ceci constitue la base sociale la plus importante du caractère bonapartiste et semi-bonapartiste des gouvernements dans les colonies et en général dans les pays « arriérés ». Ceci constitue également la base de la dépendance

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

De ce qui précède, il semble facile à première vue de tirer la conclusion que les syndicats renoncent à être des syndicats dans l'époque impérialiste. Ils ne laissent presque plus de place à la démocratie ouvrière qui, dans les bons vieux jours, quand le libre échange dominait sur l'arène économique, constituait le contenu même de la vie intérieure des organisations ouvrières. En l'absence de démocratie ouvrière, il ne peut y avoir de lutte libre pour exercer une influence sur les membres des syndicats. Et de ce fait, l'arène principale du travail révolutionnaire au sein des syndicats disparaît. Cependant, une telle position serait fondamentalement fautive. Nous ne pouvons pas choisir le champ et les conditions de notre activité pour suivre nos seuls desirs et aversions. C'est infiniment plus difficile de lutter pour influencer la masse ouvrière dans un Etat totalitaire et semi-totalitaire que dans une démocratie; cela s'applique également aux syndicats, dont toute la destinée reflète l'évolution des Etats capitalistes. Mais nous ne pouvons pas renoncer à travailler les ouvriers en Allemagne simplement parce que le régime totalitaire y rend un tel travail extrêmement difficile. Pour la même raison, nous ne pouvons pas renoncer à la lutte dans les organisations du travail obligatoire, créées par le fascisme. A plus forte raison, nous ne pouvons pas renoncer à un travail systématique au sein des syndicats d'un type totalitaire ou semi-totalitaire, simplement parce qu'ils dépendent directement ou indirectement de l'Etat ouvrier, ou parce que la bureaucratie prive les révolutionnaires de la possibilité de travailler librement dans ces syndicats. Il est nécessaire de conduire la lutte sous toutes ces conditions concrètes, qui ont été créées par le développement précédent, y compris les fautes de la classe ouvrière et les crimes de ses chefs. Dans les pays fascistes et semi-fascistes, il est impossible d'exécuter un travail révolutionnaire qui ne soit pas caché, illégal et conspirateur. Dans les syndicats totalitaires, il est impossible ou presque impossible d'exécuter un travail autre qu'un travail conspirateur. Il est nécessaire de nous adapter nous-mêmes aux conditions concrètes existant dans les syndicats de chaque pays, afin de mobiliser les masses, non seulement contre la bourgeoisie, mais aussi contre le régime totalitaire régnant dans les syndicats eux-mêmes et contre les leaders qui renforcent ce régime. Le premier mot d'ordre pour cette lutte est: complète et inconditionnelle indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Ceci signifie: lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploi-

tes et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Au Mexique, les syndicats ont été transformés par la loi en institutions semi-étatiques et ont, par conséquent, assumé un caractère semi-totalitaire. L'étatisation des syndicats, suivant la conception des législateurs, fut introduite dans l'intérêt des travailleurs, avec le but de leur assurer une influence dans la vie gouvernementale et économique. Mais dans la mesure où le capitalisme impérialiste étranger domine l'Etat national et dans la mesure où il lui est possible de renverser la démocratie instable et de la remplacer immédiatement par une dictature fasciste ouverte, dans cette mesure la législation se rapportant aux syndicats peut facilement devenir une arme dans les mains de la dictature impérialiste.

tées et non en organes d'une aristocratie travailliste.

Le second mot d'ordre est: démocratie dans les syndicats. Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation, la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial.

En d'autres mots, à l'époque actuelle les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie, comme à l'époque du capitalisme libre échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts journaliers de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes.

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat.

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre « démocratie » bourgeoise.

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive dans l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui se permet une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

Dans la mesure où le rôle principal dans les pays arriérés n'est pas joué par le capitalisme national mais par le capitalisme étranger, la bourgeoisie nationale occupe, pour ce qui est de sa position sociale, une situation inférieure à celle qui correspond au dévelop-

pement de l'industrie. Dans la mesure où le capital étranger n'importe pas de travailleurs mais prolétarise la population indigène, le prolétariat national joue rapidement le rôle le plus important dans la vie du pays. Dans ces conditions le gouvernement national, dans la mesure où il essaye de montrer de la résistance au capital étranger, est forcé de s'appuyer plus ou moins sur le prolétariat. Par contre, les gouvernements de ces pays, qui considèrent comme inévitable, et comme plus profitable pour eux-mêmes de marcher la main dans la main avec le capital étranger, détruisent les organisations ouvrières et instaurent un régime plus ou moins totalitaire. Ainsi la faiblesse de la bourgeoisie nationale, le manque de traditions du gouvernement intérieur, le développement plus ou moins rapide du prolétariat ébranlent les fondements de tout régime démocratique stable.

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformatrice et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière.

Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie travailliste est supprimée et remplacée par les fascistes. Alors tous les efforts de l'aristocratie travailliste, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver longtemps de la destruction.

L'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, produit une situation dans laquelle le capitalisme impérialiste ne peut tolérer (c'est-à-dire à un certain moment) une bureaucratie réformatrice, que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social-réformisme doit être transformé en social-impérialisme, dans le but de lui prolonger l'existence et rien de plus. Car en suivant cette voie il n'y a en général aucune issue.

Ceci signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste les syndicats indépendants sont généralement impossibles? Ce serait fondamentalement incorrect de poser la question de cette façon.

Impossibles sont les syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout-à-fait possibles sont les syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont pas des soutiens de la police impérialiste mais qui se posent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier Congrès de la IVe Internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.

(NOTE DU TRADUCTEUR: A cet endroit, Trotsky avait laissé une place pour développer plus profondément le rapport entre l'activité des syndicats et le programme transitoire de la IVe Internationale. Il est évident que cela implique également un argument puissant en faveur du mot-d'ordre: instruction militaire sous contrôle des syndicats.

Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste ou semi-bonapartiste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Ceci également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'Etat, ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'Etat est dicté par deux tâches qui s'affrontent: premièrement se rapprocher de la classe travailleuse toute entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme; deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie.

L'idée suivante est explicite: ou bien les syndicats servent de sergents recruteurs pour l'armée et la guerre impérialistes, ou bien ils entraînent les travailleurs vers leur auto-défense et pour la révolution.)

Le développement des pays arriérés présente un caractère combiné. En d'autres termes, le dernier cri de la technologie de l'économie et de la politique impérialiste se combine dans ces pays, à l'état arriéré et primitif traditionnel. Cette loi peut être observée dans les sphères les plus diverses du développement des pays coloniaux ou semi-coloniaux, en incluant la sphère du mouvement syndical. Le capitalisme impérialiste opère ici dans sa forme la plus cynique et la plus ouverte. Il transporte sur un terrain vierge les méthodes les plus perfectionnées de sa domination tyrannique.

Dans tout le mouvement syndical mondial, on a pu observer durant la dernière période un glissement à droite et la suppression de la démocratie intérieure. En Angleterre, le mouvement minoritaire dans les syndicats a été écrasé (non sans l'intervention de Moscou) les leaders syndicaux sont aujourd'hui, spécialement sur le terrain de la politique étrangère, des agents soumis au parti conservateur.

En France, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats stalinien. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-sindicalistes sous la direction de Jouhaux, et comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical, non vers la gauche mais vers la droite.

La direction de la CGT est l'agence la plus directe et la plus ouverte du capitalisme impérialiste français.

Aux Etats-Unis, le mouvement syndical est passé par une époque très mouvementée pendant ces dernières années. La montée du CIO montre avec évidence les tendances révolutionnaires qui se manifestent dans les masses travailleuses. Remarquable cependant et significatif au plus haut degré est le fait que la nouvelle organisation syndicale gauchiste à peine fondée tombait déjà sous la coupe de l'Etat impérialiste. La lutte entre les dirigeants entre la vieille fédération et la nouvelle, se réduit dans une large mesure à une lutte pour la sympathie et l'appui de Roosevelt et de son cabinet.

Non moins significatif, bien que dans un sens différent, est le développement ou la dégénérescence des syndicats en Espagne.